



SYNDICAT NATIONAL UNIFIÉ DES IMPÔTS

SECTION - TARN

Monsieur le Président du CTPD,

En prenant connaissance de votre Schéma Directeur d'Organisation des Structures pour les 3 ans à venir, une très grande inquiétude est apparue chez les agents. En effet, en ne parlant que des différents transferts de missions, vous semblez avoir oublié que les structures, c'est avant tout des agents, des hommes et des femmes qui remplissent leur mission, et ils sont les grands absents de votre projet.

Avec la mise en place des Hôtels des Finances, les rapprochements CDI/CDIF, la création du pôle recouvrement forcé, des pôles ICE, des pôles enregistrement, le transfert de 3 communes de Castres vers Mazamet, les agents des impôts se posent légitimement la question des emplois sur leurs sites. Alors nous pensons que le moment est venu d'apporter quelques précisions.

En ce qui concerne le rapprochement CDI/CDIF, alors même que la DGI n'a pas encore effectué un vrai bilan des expérimentations, (toujours pas de « boîte à outil »...) n'est il pas prématuré de mettre en place ce rapprochement dans notre département ? Dans qu'elles conditions ce fera t'il ? Qu'elles seront les règles d'affectations, pouvez vous nous garantir qu'il y aura maintien à résidence pour tous les agents ?

Si transfert de commune il y a, y aura t-il des suppressions d'emplois à Castres du fait du transfert des communes ?

Y aura t-il suppression d'un IFU à Castres du fait du transfert des communes ?

Comment va s'organiser l'enregistrement à Castres dans moins de 15 jours pour absorber l'enregistrement de Mazamet sans emploi supplémentaire ?

En concentrant le recouvrement forcé de tout le département à Albi, n'y a-t-il pas une volonté de concentrer un maximum de missions sur Albi pour affaiblir les autres sites ?

Des emplois seront-ils transférés en direction d'Albi pour absorber ces différentes missions : recouvrement forcé et enregistrement de Gaillac ?

D'ailleurs concernant Gaillac, rien ne semble justifier le départ de l'enregistrement qui assume une mission de service public de proximité dans un secteur en plein développement économique.

D'une manière générale, nous avons l'impression que les agents sont les otages de ces projets. Ils sont lassés par ces réformes faites à marche forcée qui font naître une insécurité grandissante dans leur travail.

Ce sont toutes ces inquiétudes qu'ils ont voulu vous témoigner aujourd'hui, ce sont toutes ces questions que nous sommes venus vous poser, et pour lesquelles les agents attendent des réponses précises.

